

Débats et discours dans l'éducation politique

Analyses and Voices in Political Education

Debates y discursos en la educación política

Lorne Huston

Numéro 2 (42), automne 1979

Éducation populaire, culture et pouvoir

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034860ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034860ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Huston, L. (1979). Débats et discours dans l'éducation politique. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (2), 113–116. <https://doi.org/10.7202/1034860ar>

Résumé de l'article

Le problème de la formation politique des militants est souvent réduit à un problème de méthode : comment transférer le savoir des formateurs qui détiendraient ce savoir à des militants qui auraient tout à apprendre ?

Sans nier l'importance des questions pédagogiques, l'auteur s'interroge plutôt sur la signification sociale du rapport de ceux qui savent à ceux qui ne savent pas. Faire de la formation, rédiger des textes, ce n'est pas seulement développer la lutte contre l'ordre capitaliste; c'est aussi créer des processus de gestion. Au-delà des questions pédagogiques, il y a la question du pouvoir social des formateurs et les formes de collusion et de résistance qu'il engendre chez les participants. Le discours des formateurs, aussi juste soit-il sur la plan politique, peut être investi d'un pouvoir social qui a pour effet de confirmer la séparation entre formateurs et militants, surtout si ce discours s'appuie principalement sur des références théoriques ou historiques.

Si l'analyse des oppositions à l'intérieur d'un groupe de formation ne se réduit pas à une analyse de l'exercice du pouvoir et ne saurait remplacer une analyse politique des différents points de vue, une simple analyse des lignes politiques en présence est loin d'être suffisante pour comprendre les oppositions qui se manifestent.

Débats et discours dans l'éducation politique

L. Huston

Depuis quelques années au Québec se sont amorcées les premières tentatives de formation politique "autonome" dans les milieux syndicaux et populaires¹. Alors que les services d'éducation syndicale étaient à peu près inexistant il y a sept ans, on voit maintenant plusieurs permanents munis de budgets de plusieurs milliers de dollars se consacrer à de multiples sessions de formation sur le capitalisme au Québec, l'histoire du mouvement ouvrier québécois, la question nationale, etc.

La formation de militants actifs dans les groupes populaires (garderies populaires, comités de chômeurs, cliniques médicales et légales, associations d'assistés sociaux et de consommateurs) est encore très faible et se fait le plus souvent "sur le tas" mais il existe un centre de formation, contrôlé par des groupes-membres (syndicaux et populaires) qui s'occupe de plus en plus activement de ce type de formation².

Dans un cas comme dans l'autre cependant, ce sont le plus souvent les militants qui, partis pour "éduquer" les masses, ont été les premiers à recevoir une éducation politique dont ils soupçonnaient à peine le besoin au départ. L'éducation politique au Québec est en effet peuplée d'expériences moins réussies sur le plan de l'appropriation autonome des outils d'analyse de la part des participants que sur le plan d'une nouvelle réflexion sur les méthodes de formation de la part des "formateurs". Etape normale, dirait-on, pour ceux qui veulent rompre avec les pratiques d'un mouvement ouvrier longtemps inféodé à un

syndicalisme d'affaires et/ou à une petite-bourgeoisie cléricale.

Et pourtant la signification politique de ce "rodage" de la part des formateurs est rarement discutée et encore moins souvent amène-t-elle à une remise en question du type de rapport social créé par les activités de formation. Tout se passe comme si c'étaient les formateurs qui avaient le savoir, les militants qui avaient à apprendre, les problèmes ne se situant qu'au niveau du "comment" transférer le savoir des uns aux autres. Il en est évidemment qui conçoivent ce savoir comme un corps de connaissances relativement figé, voire une catéchèse politique qu'il faut transmettre à ceux qui n'ont pas encore entendu la bonne nouvelle, mais cette conception s'est vue de plus en plus généralement remplacée par une réflexion portant sur les façons de transmettre les outils d'analyse et non pas les "réponses". La notion de "transmission du savoir" cependant reste intacte dans un cas comme dans l'autre.

Ce n'est pas notre propos ici d'engager le débat sur les méthodes pédagogiques; les problèmes rencontrés lorsqu'on veut faire une formation qui permette aux participants d'acquérir eux-mêmes les outils d'analyse dépassent de loin la question de méthode. Il nous semble, au contraire, qu'il faut porter notre attention non pas seulement sur ce qui se passe à l'intérieur des quatre murs de la "salle de classe" mais surtout sur le contexte social qui produit et structure cette situation.

Il y aura un travail passionnant à faire sur les facteurs qui ont contribué au développement de l'éducation politique au Québec ces dernières années : la radicalisation des luttes syndicales et le financement parallèle par l'Etat de l'éducation syndicale et des groupes populaires. Dans quelle mesure ce financement est-il une "concession" arrachée à l'Etat par les forces populaires? Dans quelle mesure cette politique fait-elle partie d'une stratégie de gestion étatique des contradictions sociales? Quel impact a-t-elle sur les luttes et sur les rapports entre permanents salariés et militants à la base? Questions d'autant plus importantes que les conclusions à tirer pour l'action ne sont ni simples ni dépourvues d'ambiguïtés.

Champ social et champ politique

Questions qui dépassent malheureusement le cadre du présent texte; contentons-nous de proposer quelques réflexions qui tentent de mieux cerner certaines des déterminations sociales qui s'exercent sur les programmes de formation politique.

Il nous semble important que l'on s'interroge sur les pratiques de formation à un double niveau. En même temps que les organisations syndicales et populaires développent leurs pratiques de luttes, on voit se restructurer le "champ social de la gauche". Faire de la formation politique, ce n'est pas seulement transmettre un contenu, c'est, espérons-le, contribuer au renforcement d'un "pôle de gauche" capable de peser sur le cours des événements. Dès lors se pose la question de la direction, à la fois dans ce que nous appellerions le champ politique et le champ social, c'est-à-dire autant en terme de choix de cibles à viser qu'en termes de pratiques de "gestion des troupes".

Précisons : les organisations syndicales et populaires se situent dans un *champ politique* dans la mesure où elles arrivent à canaliser, à organiser et à consolider les forces qui luttent contre le capital. On fait une analyse politique en tenant compte de la stratégie, des effets sur l'organisation et la conscientisation des forces populaires, etc.

En même temps, ces organisations se situent dans un *champ social* dans la mesure où se structurent des rapports sociaux d'encadrement et de direction. On fait une analyse du champ social en tenant compte des processus de prise de décisions, de hiérarchisation des tâches de direction et d'exécution et des mécanismes idéologiques et politiques qui reproduisent cette structure.

Les activités des organisations de gauche peuvent être analysées dans les deux champs. Faire de la formation, organiser des débats, lancer des textes de réflexion, ce n'est pas seulement développer la lutte contre l'ordre capitaliste; c'est aussi créer des processus de gestion. Au delà de la question des méthodes pédagogiques (comment impliquer les militants dans un processus de formation, comment organiser un débat qui soit enrichi par l'apport de la pratique des militants, etc.), il y a la question du pouvoir social des formateurs et les formes de collusion et de résistance qu'il engendre chez les participants.

Poser cette question peut choquer les bonnes intentions des militants; il n'y a que les "opportunistes" pour penser au pouvoir qu'ils peuvent exercer dans un groupe. Un bon militant ne pense qu'aux moyens de développer la lutte. Il existe une certaine idéologie "puriste" chez beaucoup de militants qui veut qu'on ne se batte pas pour soi-même mais pour la classe ouvrière, pour la révolution ou pour la Cause et que le seul avantage que l'on retire soit celui conféré à tout le monde par une "société meilleure".

Et pourtant, "opportunistes" ou "sincères", il y en a qui exercent du pouvoir, qui constituent un point de référence pour beaucoup de militants et qui sont dans des positions qui leur permettent d'initier, d'encadrer et de canaliser des énergies militantes. Ce sont là des affirmations évidentes dont il serait aussi vain de nier la réalité que de vouloir l'abolir.

On peut bien sûr essayer de faire en sorte que le pouvoir social que confèrent ces tâches de direction profite également à l'ensemble de l'organisation et aux autres militants; c'est là d'ailleurs la confirmation et la légitimation du pouvoir. Il ne s'agit donc pas de condamner ceux qui trouvent un intérêt à exercer un certain pouvoir à l'intérieur de la gauche. Il n'y a pas beaucoup de gens qui

aient coller des timbres ou distribuer des tracts pendant dix ans. Il s'agit au contraire de reconnaître l'importance de cette situation en ce qui concerne les activités de formation.

Le programme de formation est un minipouvoir et à ce titre, un enjeu. Il suscite donc des luttes pour le contrôler qui se déroulent à plusieurs niveaux (entre instances du mouvement ou entre tel ou tel clan, etc.). Le formateur qui organise sa session de formation n'est donc pas un être désincarné qui ne cherche qu'à transmettre un savoir. Il se situe quelque part dans la hiérarchie qui s'érige autour des enjeux. Il veut bien que la session contribue à aider les militants à mieux lutter dans leurs syndicats ou leurs groupes respectifs : c'est la preuve de l'efficacité de son travail de formateur. Mais puisque les sessions de formation ne sont pas seulement des processus de transmission du savoir mais aussi et en même temps l'exercice d'un pouvoir, on assiste, comme partout ailleurs, à des réactions de la part de ceux qui sont encadrés. C'est le décodage de ces deux niveaux, savoir et pouvoir, qui est essentiel pour une compréhension du contexte social des activités de formation.

Débats et discours

C'est en faisant la distinction entre discours et débats que nous dégageons une piste prometteuse pour faire ce décodage et par le fait même dépasser les catégories morales d'"opportunisme" ou de "dévouement", lorsqu'on essaye de comprendre les rapports formateurs/participants. Les débats sont l'expression de notre analyse politique; les discours, l'expression de notre pouvoir social.

Du moment qu'on reconnaît que nos activités militantes ne sont pas seulement des luttes contre le capital mais en même temps des processus de gestion des rapports sociaux à l'intérieur de nos organisations, il faut entendre les discours des militants à ces deux niveaux.

Le discours des formateurs, aussi juste soit-il sur le plan politique, peut être investi d'un pouvoir social qui a pour effet de confirmer la séparation entre formateurs et militants. C'est le cas

notamment d'un discours qui s'appuie principalement sur des références théoriques ou historiques. Le discours marxiste peut devenir un discours de pouvoir dans la mesure où il renforce le clivage entre ceux qui "savent" et ceux qui ne "savent" pas. La phrase "L'expérience du Parti Communiste Portugais démontre l'impasse des pratiques stalinienne en ce qui concerne les rapports parti-masses populaires" peut être juste ou non du point de vue politique, mais dans le champ social, ce qui se véhicule c'est loin d'être une simple leçon politique. Premièrement, il y a légitimation du statut de celui qui parle : je parle parce que je sais et donc je mérite mon statut de responsable. D'autre part, même quand celui qui a écouté aurait appris sa leçon, il n'aurait pas un statut égal au mentor politique car ce n'est pas tant ce que l'on sait qui établit un pouvoir mais la capacité de produire des connaissances (ou du moins d'être parmi les premiers à répéter les productions des autres) et cela, on ne l'apprend pas à travers des discours politiques. Une accumulation de leçons politiques ne débouche pas automatiquement sur la maîtrise des outils d'analyse.

Par conséquent l'hostilité qui est souvent manifestée face aux discours théoriques n'est peut-être pas toujours un refus de la théorie en tant que telle ni de son utilité pour l'action mais plutôt une forme de résistance à cette infériorisation produite par le discours.

De la même façon, un discours "populiste", un discours qui parle du vécu des gens, qui veut les "respecter" est un discours des exclus du pouvoir (exclus du pouvoir mais pas nécessairement du "bon sens" politique évidemment). Faute de pouvoir apporter une contribution sur le plan de la production intellectuelle selon les schèmes dominants et reconnus, on cherche à fonder la légitimité de son discours sur ce qu'on a : le vécu.

Si on ne répond à ce discours que par une exigence de rigueur théorique ou par un débat sur les erreurs politiques d'une telle démarche, on est tout simplement en train de traduire la contestation de son pouvoir social sur le terrain que l'on contrôle.

Champ social et alliances

Ce type d'analyse du champ social nous permet de dépasser l'opposition un peu forcée entre intellectuels de la petite-bourgeoisie et éléments des couches populaires. Bien sûr, il y a une tendance à ce que les intellectuels occupent les postes de gestion, mais les canaux de promotion ne sont pas complètement fermés et même dans une organisation ouvrière, ces questions se posent, quoique de façon différente. De la même façon, les participants aux sessions de formation ne sont pas nécessairement homogènes du point de vue des classes sociales et auront donc tendance à réagir de façon différente aux enjeux de pouvoir autour de la formation, car le militantisme, lui aussi, est structuré par les pratiques de classe.

Les militants intellectuels auront tendance à réagir au discours "dominant" soit en essayant de le maîtriser à leur tour, soit encore en tentant de fonder un discours "nouveau" qui puisse légitimer une nouvelle place pour eux. Ce discours peut être intégré aux discours "dominants" ou il peut être refusé. Dans ce cas on peut s'attendre à ce que l'intellectuel cherche à faire des alliances avec d'autres groupes qui veulent jouer un rôle plus important.

Pour les couches populaires, la question se pose de façon un peu différente. Chercher à participer aux tâches de direction, c'est déjà se placer sur le terrain des autres. Souvent on y renonce à l'avance et on ne cherche qu'à profiter de ce qu'on peut

juger utile pour soi à court terme. Mais on peut aussi vouloir se ranger dans un camp comme dans l'autre avec l'espoir éventuel d'apprendre à connaître suffisamment les rouages du système pour pouvoir les maîtriser à son tour.

C'est ainsi que les oppositions qui se manifestent ne prennent que rarement les allures d'un affrontement entre deux fractions de classe homogènes. Elles sont bien plus souvent le résultat d'une multitude de stratégies de militants qui veulent participer au "pouvoir", en gravissant l'échelle établie, en construisant une échelle alternative ou en s'alliant avec d'autres pour bloquer ou promouvoir les initiatives des autres.

Evidemment, l'analyse des oppositions à l'intérieur d'un groupe ne se réduit pas à une analyse de l'exercice du pouvoir et ne saurait remplacer une analyse politique des différents points de vue. Mais seuls ceux qui exercent le pouvoir ont intérêt à refuser d'analyser de quelle manière il s'exerce. Autant il est normal qu'il y ait une direction aux luttes, autant il est sain qu'elle soit contestée. Une simple analyse des lignes politiques en présence est loin d'être suffisante pour comprendre les oppositions qui se manifestent. Celles-ci ne révèlent leur plein sens que lorsque les rapports de force des groupes qui les véhiculent sont dévoilés.

Lorne Huston
*Département de sociologie
CEGEP Edouard-Montpetit, Longueuil*

NOTES :

¹ CEQ, CSN, FTQ, UPA, « Le financement public de l'éducation syndicale autonome » in *International Review of Community Development*, Nos. 39-40, Summer 1978, pp. 165196.

² Fournier, M., « Le Centre de Formation Populaire et le mouvement ouvrier : une expérience de formation », *Possibles*, Vol. 3, No. 2, hiver 1979. (Montréal) pp. 39-61.